COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 19 DECEMBRE 1979 — N° 53 — PRIX : ANTILLES 2 F, FRANCE 3 F

Editorial

IRAN : KHOMEINY CONTESTE

Les manifestations des opposants à Khomeiny organisées par les partisans de Chariat Madari à Tabriz ont été très importantes et ont mobilisé des milliers de personnes dans les rues. Certes, ce mouvement anti-khomeiniste est limité et à bien des égards pourrait être l'expression de tendances plus modérées que le nationalisme radical de Khomeiny, mais il signifie malgré tout que derrière ce climat d'union nationale créé depuis plusieurs mois, le régime de Khomeiny se heurte à des oppositions auxquelles il n'a rien à proposer.

Ces oppositions se manifestent principalement dans certaines régions influencées par les mouvements autonomistes comme le Kurdistan, le Baloutchistan ou l'Azerbaidjan. C'est d'ailleurs dans cette dernière région, l'Azerbaidjan, que se situe Tabriz, ville où se sont déroulées les manifestations anti-khomeinistes.

Ces régions, dans lesquelles vivent de fortes minorités nationales et qui subissent depuis de longues années l'oppression du pouvoir central de Téhéran et de la dictature du Shah, n'ont pas vu leurs problèmes régionaux résolus pour autant lorsque Khomeiny a pris le pouvoir. Mais plus que par le passé, ces aspirations peuvent s'exprimer sans pour autant qu'une solution des perspectives soient fournies par le régime islamique. C'est que la même politique de Khomeiny qui, dans un sens, parvient à tenir en échec depuis plusieurs mois l'impérialisme américain, faisant appel pour cela aux masses iraniennes, révèle son caractère limité et franchement réactionnaire quand elle s'exprime vis à vis de la population iranienne. Le nationalisme de Khomeiny n'exprime qu'une partie des aspirations du peuple iranien : celle du refus de se laisser spolier et écraser par l'impérialisme, mais pas les aspirations nationales des minorités opprimées, ni la volonté de changement, ni la volonté de sortir de la misère, du sous-développement et de l'exploitation.

La politique d'union nationale, les déclarations de Khomeiny face à l'impérialisme américain, la prise d'otages de l'ambassade américaine, les manifestations de rues monstres qui soutiennent Khomeiny et sa politique masquent les oppositions et le mécontentement intérieurs. C'est probablement aussi une méthode utilisée par Khomeiny pour canaliser le mécontentement et contrôler les masses iraniennes, cela montre les limites du nationalisme ; même de celui qui arrive à s'imposer face à l'impérialisme.

Les travailleurs, s'ils étaient au pouvoir en Iran, auraient pu non seulement s'opposer avec autant de fermeté à l'impérialisme mais aussi offrir à l'ensemble de la population des perspectives autres, en particulier la possibilité pour les classes laborieuses et les minorités nationales d'exprimer et de réaliser jusqu'au bout leurs aspirations.

JEAN JOSEPH ET MOUSTACHE : DES "NEGRES DE SERVICE" EN AFRIQUE DU SUD

Monsieur Ferrasse, le président de la Fédération Française de Rugby vient d'organiser un voyage en République Sud-Africaine pour, selon ses dires, contrôler l'évolution du sport sud-africain vers l'intégration raciale. Ce voyage fait suite à l'interdiction par le gouvernement français de la tournée de l'équipe de rugby sud-africaine il y a quelques mois. Craignant sans doute un éventuel boycottage des pays africains lors des prochains jeux de Moscou, le gouvernement français avait préféré faire état du racisme existant dans le sport sud-africain pour justifier son interdiction.

Cela n'a pas plu à monsieur Ferrasse qui a organisé avec les élus de la droite un voyage parlementaire pour «vérifier» ce que tout un chacun sait déjà, à savoir que la politique gouvernementale de ce pays prône l'apartheid, c'est-à-dire la discrimination raciale contre les noirs et les métis. En réalité, un tel voyage dans son principe même est une caution pour le gouvernement raciste d'Afrique du Sud, car il fait croire que l'on pourrait douter de l'existence du racisme en tant qu'institution générale dans ce pays.

Les parlementaires du PCF ont refusé avec raison de participer à un tel voyage. Il s'est cependant trouvé deux antillais pour jouer les nègres de service et participer à cette mission parlementaire : le député RPR de la Guadeloupe Moustache et le président de la fédération martiniquaise de rugby, Serge Jean-Joseph.

Ces deux messieurs ont-ils voulu voir une rétrospective de ce qu'ont subi les esclaves antillais ? Ou bien ont-ils voulu observer ce qui se fait de plus brutal aujourd'hui en ce qui concerne la dégradation de la dignité humaine ? Ces deux valets du colonialisme ont sans doute perdu là une petite occasion de montrer qu'il leur restait un fond de fierté.

Heureusement qu'il s'est quand même trouvé des sportifs en Martinique pour ne pas être

Suite page 4

C'est le colonialisme français que soutiennent les Moustache et Jean-Joseph qui fournit des armes aux racistes d'Afrique du Sud pour massacrer la population noire, comme ici à Soweto en 1977

L'impérialisme américain tire parti de l'intervention soviétique en Afghanistan

L'intervention soviétique en Afghanistan continue de susciter commentaires et réactions politiques. C'est évidemment l'impérialisme américain qui est en tête de l'action diplomatique qui à l'ONU qui dans les rencontres avec les chefs d'états occidentaux et japonais.

Mais parmi les travailleurs se pose toujours la question des conséquences de l'intervention russe en Afghanistan. Le problème de la détente et de la guerre est au centre des préoccupations.

Les partis communistes guadeloupéens et martiniquais fidèles soutien de la bureaucratie n'ont pas raté l'occasion d'approuver la politique russe en Afghanistan. Et c'est Daninthe qui écrit tranquil ement, sans aucun scrupule de conscience que «. . . les soviétiques, attachés à construire le socialisme dans leur pays n'ont jamais attenté à la liberté ou à la souveraineté d'aucun peuple». Il faut bien sûr être le secrétaire général d'un parti stalinien bien dans la ligne de Moscou pour «oublier» l'intervention des chars soviétiques en 1956 en Hongrie et en Tchécoslovaquie en 1968 contre la «liberté» des travailleurs de ces pays.

L'Union Soviétique en intervenant dans un pays du Tiers-Monde a créé une situation qui est exploitée à fond par l'impérialisme améri-

Suite page 4

AVIS AUX LECTEURS
COMBAT OUVRIER PASSE A 2 F AUX ANTILLES ET A 3 F EN EMIGRATION , EN FRANCE

Voilà ! Combat Ouvrier coûtera plus cher à partir de ce numéro. Nous avons été tenus de procéder à cette hausse compte tenu de la hausse du transport entre la Martinique et la Guadeloupe et compte tenu de l'augmentation importante du fret entre les Antilles et la France.

Mais malgré cette hausse qui voit passer le numéro à 2 F aux Antilles et 3 F en France, nous sommes persuadés que la plupart de nos lecteurs resteront fidèles au journal et continueront de l'acheter à ce prix là. Car nous croyons que ce n'est pas une simple marchandise qui est ainsi achetée mais que ce journal constitue un moyen de lire sur des évènements grands et petits de la vie quotidienne un point de vue révolutionnaire. Combat Ouvrier, c'est un journal donnant ce point de vue révolutionnaire sur les évènements de la vie des Antilles comme sur ceux du monde entier.

Acheter Combat Ouvrier c'est une façon pour tous ceux qui sympathisent avec nos idées de manifester cette sympathie et en même temps de se tenir informés de nos idées et de nos points de vue.

Nous croyons, Lecteurs, que vous serez nombreux à accepter de tendre à nos vendeurs vos 2 F (aux Antilles) et vos 3 F (dans l'émigration) pour continuer à faire vivre ce journal ouvrier révolutionnaire.

CAMPUS UNIVERSITAIRE DE SCHOELCHER : REUNION - DEBAT SUR DECEMBRE 59

Le jeudi 10 janvier sous l'égide des étudiants du Campus Universitaire de Schœlcher s'est tenue une réunion-débat sur le thème du 20ème anniversaire des évènements de décembre 59. Etaient présents, des représentants du PCM, du PPM, du GRS et de Combat Ouvrier ainsi que le RPR.

Dans un premier temps, devant une assistance de plus de 200 personnes, deux exposés faits par de jeunes professeurs d'histoire, Camille Chauvet et Louis-Georges Placide, cernèrent les évènements et montrèrent l'attitude des partis politiques et des personnalités de l'époque. Au cours de ces 3 journées de lutte, les travailleurs et les jeunes restèrent totalement isolés. Et tous les partis s'associèrent pour condamner dans un communiqué demeuré célèbre l'action de la population foyalaise en révolte.

Le débat qui suivit donna lieu à une polémique entre le PCM et le PPM dont les relations virent à l'aigre ces temps ci. Et l'un des points intéressants du débat a été la justification faite par Régis, représentant du PPM, des relations existant entre le PPM et le Sénégal de Senghor. Sommé de s'expliquer sur l'absence totale de critiques envers le régime de ce dictateur, Régis expliqua que Senghor, pourtant marionnette du néo-colonialisme français, pouvait voter à la commission de décolonisation de l'ONU contre la France et que la Martinique ne se devait pas de repousser par avance cet allié éventuel ! Cette intervention montra bien les limites de l'anticolonialisme du PPM qui s'affirme prêt à toutes les compromissions pour diriger le cas échéant une Martinique «autonome» !

Notre représentant pour sa part montra que décembre 59 fut une date charnière de l'histoire politique des Antilles. La période qui suivit cette date vit l'apparition des premières organisations politiques nationalistes. Les revendications d'émancipation nationale apparurent et se précisèrent.

Par ailleurs, notre camarade montra en quoi les partis de gauche, disant représenter le prolétariat de la Martinique, furent pourtant totalement absents de ce mouvement qui mit en branle la jeunesse et le prolétariat de Fort-de-France.

Car les partis de gauche ne voient dans les ouvriers et les couches pauvres de la population qu'un réservoir à bulletins de vote, une masse tout juste bonne à voter et à élire maires, députés et conseillers généraux. Et lorsque les travailleurs se battent, luttent pour leur dignité, pour un changement réel, ces luttes se font au mieux sans ces partis, si ce n'est contre leur volonté.

C'est après trois heures de discussion souvent animée que la séance fut levée.

J. B.

QUAND DAGONIA PRECHE LA PASSIVITE

Ph. Roudyl

Dagonia

Récemment on a pu entendre Dagonia intervenir sur les ondes pour appeler les travailleurs de Grosse-Montagne à plus de sagesse et de modération dans leurs revendications, sous prétexte que cela risquait de faire mal aux patrons, de mettre en question l'existence de l'usine.

L'attitude du «socialiste» Dagonia n'est guère étonnante et ce n'est pas la première fois que les «socialistes» du genre Dagonia interviennent pour défendre les intérêts de la bourgeoisie en demandant aux travailleurs de faire encore et encore plus de sacrifices, En effet, en cette période de crise économique, les hommes de gauche font beaucoup d'efforts pour aider la bourgeoisie à traverser la crise sans perdre ses profits. Ainsi le fait que les travailleurs de l'usine de Grosse-Montagne ont appris à s'organiser et luttent pour améliorer leurs conditions de vie semble déplaire à Dagonia. Or, au cours de ces dernières années, s'ils ont pu obtenir des augmentations de salaire, s'ils ont fait reculer à plusieurs reprises les patrons dans leur désir de licencier, c'est justement grâce à leur lutte. Les travailleurs de Grosse-Montagne ont donc raison de ne pas accorder de l'importance aux lamentations de Dagonia. La preuve en est que le maire du Lamentin s'était à peine tu que ceux de l'usine déclenchaient à nouveau une grève pour exiger une prime de fin d'année de 700 F.

C'est vrai qu'ils n'ont obtenu qu'en partie ce qu'ils réclamaient, c'est à dire 300 F et le paiement des jours de grève. Mais cela, ils l'ont obtenu contre la volonté de Dagonia. C'est donc que les pressions du maire du Lamentin n'ont pas suffi à intimider les travailleurs.

COMMUNIQUE DE L'OMC

AU CLUB DE LECTURE DE L'O.M.C. DE P-A-P

La prochaine séance aura lieu le mardi 22 janvier 1980 à 18 heures précises à la Maison de la Culture Rémy Nainsouta

Le livre qui a été choisi et qui sera étudié est :
« LE RIZ ET LA MOUSSON» de Markandaya
(livre de poche)

L'auteur est une femme indienne très connue et très appréciée dans son pays. Ses livres sont traduits dans de nombreux pays.

LA GUERRE ECONOMIQUE DE L'IMPERIALISME CONTRE L'IRAN

Actuellement encore, les Etats-Unis continuent la propagande anti-iranienne qui dure maintenant depuis deux mois environ. Les commentaires de la presse, de la radio et de la télévision cherchent d'ailleurs à entretenir cet état d'esprit, et à monter les populations contre les Iraniens. Ainsi, le gouvernement américain camoufle la guerre économique qu'il est en train de livrer contre l'Iran.

En effet, depuis le début du conflit, Carter a décidé de «geler» les avoirs iraniens dans les banques américaines. Le Japon a pris, peu après, la même décision.

Les banques belges auraient, elles aussi, annulé des lettres de crédit. Des exportateurs de sucre, de blé, de viande exigent d'être payés d'avance par l'Iran. En attendant, ils bloquent les ports d'expédition. Des matières premières, des produits de première nécessité, pharmaceutiques par exemple, en provenance des Etats-Unis se raréfient sur le marché iranien. Les usines de la société américaine Boeing refusent de livrer des pièces de rechange à la compagnie d'aviation civile Iran Air qui est donc menacée de paralysie. Selon certains dirigeants iraniens la Chase Manhattan, la banque de Rockefeller, serait à l'avant-garde de cette offensive. Cette banque a annulé un prêt de 500 millions de dollars contracté par l'Etat iranien en 1977.

Pourquoi cette hostilité de la part des pays et grosses sociétés capitalistes ? L'Iran menacerait-il tant leurs intérêts économiques que partir en guerre serait à l'ordre du jour ? Il semble bien que non. Les revendications des dirigeants iraniens sont plus que modestes. Ils cherchent en fait à s'assurer une plus grande liberté de mouvements, à prendre du recul par rapport à l'impérialisme américain. Ils se

mobilisent, disent-ils, pour assurer l'indépendance nationale de l'Iran par rapport à ceux qui ont pillé leur pays pendant des décennies. En particulier, ils ont mis fin au racket auquel se livraient les grandes banques internationales en Iran. La Chase Manhattan par exemple avait la gestion de la totalité du budget iranien. Elle en profitait pour se livrer au passage à de juteuses opérations financières. Elle accordait par exemple des prêts divers à des organismes gouvernementaux destinés à des projets fictifs ou surévalués. Cette même banque, grâce à des délais abusifs de transferts, selon les dirigeants iraniens, récupérait des intérêts importants.

Les dirigeants iraniens refusent également les règles truquées imposées par les grandes compagnies pétrolières aux pays producteurs de pétrole dans le cadre de l'OPEP et préfèrent vendre une partie croissante de leur production sur le marché libre où les cours sont plus élevés.

Toutes ces mesures sont cependant limitées et ne portent pas réellement atteinte aux intérêts fondamentaux de l'impérialisme. En réalité ce que ne peut supporter l'impérialisme c'est que les représentants politiques de la bourgeoisie iranienne aient décidé unilatéralement de prendre des miettes supplémentaires. L'impérialisme américain ne peut admettre que Khomeiny, fort du soutien populaire, ose leur tenir tête. Les gestes d'indépendance de Khomeiny l'irritent d'autant plus qu'ils pourraient servir d'exemple dans une région qui est vitale pour les capitalistes. Cette région (Golfe arabo-persique) alimente 60 % des importations européennes et 90 % des importations japonaises en pétrole. L'impérialisme veut donc dans cette région des régimes dévoués entièrement à sa solde.

Aussi tient-il à affirmer son autorité dans cette partie du monde actuellement mouvante où ses intérêts sont en danger. Cependant, il est tenu d'adopter une attitude prudente.

LES FORCES DE L'ORDRE TUENT EN CORSE

A Ajaccio les forces de l'ordre ont abattu dans la nuit du mercredi 9 et du jeudi 10 janvier, 2 personnes et en ont blessé sérieusement 3 autres. Dans les rangs des policiers on dénombrait un mort et 2 blessés. Ces CRS, ces gardes mobiles, et autres spécialistes à la gâchette facile avaient été envoyés en renfort dans l'île à la suite d'une prise d'otages par des autonomistes corses.

Par cette prise d'otages, ces militants autonomistes voulaient faire la preuve devant les journalistes de l'existence d'une police parallèle bénéficiant de la complicité de l'état. Ils ajoutaient qu'ils n'avaient nullement l'intention d'attenter à la vie des otages.

L'état ne pouvait supporter qu'on dévoile sur la place publique la compromission de ses organes et de ses zélés serviteurs dans l'île avec un groupe terroriste d'extrême-droite tel que FRANCIA. Le ministre de l'Intérieur Bonnet fit donner sa police. Armés de pistolets mitrailleurs, d'automitrailleuses, d'hélicoptères et de grenades ils ont investi l'île et tué 3 personnes.

La seule réponse du gouvernement aux revendications et aux sentiments des Corses est la force directe comme à Ajaccio, ou plus sournoise, en aidant et protégeant les terroristes du FRANCIA. Selon les militants autonomistes, ce groupe d'extrême-droite est responsable de 40 des attentats perpétrés en Corse, attentats dirigés contre des personnalités autonomistes et indépendantistes. Aucun des militants connus du FRANCIA n'est inquiété par la police officielle.

Quelles que soient nos divergences politiques avec les mouvements indépendantistes et autonomistes corses, nous ne pouvons que condamner la répression brutale dont ils sont victimes.

N ELLE CALEDONIE: ENCORE UN MEURTRE RACISTE

Dans la nuit du 5 au 6 janvier, un inspecteur de police, Raymond Ferriot, accompagné d'un de ses collègues sort son révolver et fait feu sur de jeunes Mélanésiens. Bilan : un mort.

Cet inspecteur a été arrêté et suspendu de ses fonctions. En décidant une telle mesure, les autorités coloniales essaient de présenter ce meurtre comme une bavure : elles ont d'ailleurs déclaré que cet inspecteur se trouvait en état d'ébriété au moment où il a fait usage de son arme.

Mais l'assassinat du jeune Mélanésien n'est pas un fait isolé. A plusieurs reprises ces derniers mois, les forces de répression coloniales ont montré qu'elles savaient faire usage de leurs armes contre la population.

Cette répression est d'ailleurs la seule réponse que le gouvernement français ait choisi de faire aux revendications indépendantistes de la majorité de la population de la Nouvelle Calédonie.

L'inspecteur qui a assassiné le jeune Calédonien, ainsi que son collègue, étaient membres du MOP (Mouvement pour l'Ordre et la Paix), une organisation regroupant des Français d'extrême droite, organisée en milices armées, liée au RPR local et entendant lutter contre les partisans de l'indépendance.

Que les autorités coloniales cherchent aujourd'hui à dédramatiser la situation, c'est bien compréhensible. Le climat de l'île est en effet explosif.

Dans ce pays, une minorité d'européens — sur un total de 51 000 — vit dans un luxe insolent alors que la majorité de la population (56 000 Mélanésiens et 28 000 Polynésiens et Indochinois) croûpit dans la misère et le dénuement. Cette population a déjà montré, à l'occasion de consultations électorales, qu'elle était à plus de 80% favorable à l'indépendance.

Alors il n'est pas du tout sûr que les tentatives d'apaisement du gouvernement suffisent. Déjà les organisations ont appelé la population à manifester son mécontentement.

Noël CANTIUS

EMIGRATION

AGRESSION POLICIERE CONTRE UN TRAVAILLEUR ANTILLAIS

Dans un bulletin spécial à l'attention des travailleurs antillais en France, la Fédération CGT des PTT relate une agression raciste dont a été victime un de nos camarades des Lignes.

Ce camarade, en décembre 79, travaillait au rez-de-chaussée d'un immeuble dans le 13è arrondissement de Paris quand un homme sortant de l'ascenceur lui a demandé ce qu'il faisait là. Etant occupé à téléphoner à la table d'essai depuis une réglette, notre compatriote ne lui répondit pas tout de suite. Sans tarder, l'homme est alors allé quérir six flics. Ceux-ci, sans autre forme de procès, ont immobilisé le travailleur antillais et lui ont passé les menottes. Et, alors qu'il disait être agent des PTT, les flics lui ont administré une série de gifles. Ils l'emmenèrent ensuite au commissariat du 13ème. Là , il faudra l'intervention des PTT pour que notre camarade soit relâché.

Ce n'est pas la première fois que se produisent de telles agressions policières contre des travailleurs antillais. Nous mêmes, dans notre presse avons eu l'occasion d'en citer plusieurs ces derniers mois. Les travailleurs antillais en France ne doivent plus accepter ces agressions et pour cela il nous faut nous organiser et faire face.

LA DIRECTION DE LA CRAMIF SOLIDAIRE D'UN PETIT CHEF RACISTE

Un antillais, employé au service de la CRAMIF (Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France) est menacé de licenciement parce qu'il s'est battu avec son chef. Celui-ci s'est permis de le gifler après lui avoir fait des remarques sur son retard au travail. L'employé n'a pas accepté cette agression et a riposté. La direction de la CRAMIF a considéré l'employé comme un homme «violent» et «dangereux» pour le personnel d'encadrement et l'a suspendu de ses fonctions. Le conseil de discipline qui doit bientôt se réunir, décidera du licenciement.

Ce n'est pas la première fois que ce chef agit de la sorte. Il y a quelques temps, il avait frappé un autre employé antillais qui s'était plaint à la direction. Mais l'affaire avait été étouffée. Cette fois-ci, la direction de la CRAMIF veut jeter à la rue un travailleur qui a osé régler directement son compte avec ce chef Ce travailleur a dû laisser sa femme et ses huit enfants en Guadeloupe pour venir chercher du travail en France. Il risque de se retrouver au chômage et ne plus pouvoir nourrir sa famille à cause d'un petit chef raciste. Celui-ci d'ailleurs a mauvaise réputation dans le service ménage car tous les employés de ce service se plaignent de son arrogance et de son mépris. La mise à pied et la menace de licenciement de leur camarade a soulevé l'indignation parmi les employés du service ménage qui ont décidé de se mobiliser pour faire reculer la direction.

MARTINIQUE

ASSURANCES: LA GREVE CONTINUE

Voilà maintenant une semaine que les employés des compagnies d'assurance ont décidé de se mettre en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Ils tiennent bon car ils n'ont reçu à ce jour aucune réponse de leurs employeurs sur leur revendication, et chaque jour, ils organisent des piquets de grève devant les différentes agences.

Les travailleurs font remarquer notamment que leur convention collective, signée depuis 1965, n'a subi aucune amélioration depuis cette date, tandis que leurs salaires se trainent autour du SMIC. On comprend alors la colère qui les anime depuis le début de la grève et leur détermination à arracher leurs revendications.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

GROSSE - MONTAGNE : LE PATRON CONTRAINT DE RECULER

Notre dernière grève à l'usine Grosse-Montagne s'est finalement terminée par une nouvelle victoire contre la direction et les patrons.

Notre ferme détermination et notre volonté de lutte ont eu raison des réticences des Hayot et Simonnet.

Ce que les multiples négociations et discussions avec le directeur ne nous ont pas permis d'obtenir, notre action de grève l'a arraché.

Nous n'avons certes pas gagné les 700 Frs que nous réclamions ; mais nous avons réussi à nous faire payer les 4 jours de grève et cela est loin d'être négligeable.

De plus la direction a tout de même cédé en nous accordant 300 Frs à l'usine et 200 Frs au garage et à la distillerie.

En un mot, nous sommes rentrés au travail mardi à 13 heures la tête haute.

GROSSE - MONTAGNE : (DISTILLERIE) EXIGEONS LA REINTEGRATION DU TRAVAILLEUR LICENCIE

Un jeune travailleur de la distillerie vient d'être licencié.

On lui reproche de s'être endormi lors d'un quart de nuit, et d'avoir ainsi laissé se gâter une fermentation.

Pour avoir perdu une cuve de fermentation, c'est à dire quelques dizaines de litres de rhum, voilà que la direction de la distillerie décide de priver de son gagne pain un travailleur.

Et puis comment ne pas dormir lorsqu'on travaille 6 nuits d'affilées dans une semaine ?

S'il y a un scandale et quelque chose d'intolérable et inadmissible c'est bien cela.

C'est pourquoi, travailleurs de la distillerie, mais aussi de toute l'entreprise, il nous faut dénoncer ce licenciement abusif et exiger la réintégration de notre camarade licencié.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P

NOS VOEUX POUR 1980

Le directeur, dans une note de service, vient à la fois de regretter l'absence de «fête» de fin d'année à l'hôpital, et de nous souhaiter ses «meilleurs vœux» pour 1980, tout en nous prévenant que cette année sera sans doute pire que la précédente.

Ce n'est pas nous qui allons regretter ces prétendues fêtes où directeur et chefs de service trinquent avec les ASH comme si tout allait pour le mieux dans le meilleur des hôpitaux possibles, et où l'hypocrisie conduit le bal.

Mais les «meilleurs vœux» du directeur ne manquent pas d'un certain cynisme, à l'heure où nos camarades auxiliaires sont licenciés, où les élèves-infirmiers sont voués au chômage, et où les restrictions budgétaires vont rendre nos conditions de travail plus pénibles que jamais.

Sans doute, en nous disant «serrons les coudes», pensait-il «serrez vous la ceinture de bon cœur».

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P

L'HOPITAL CE N'EST PAS LA SANTE POUR CEUX QUI Y TRAVAILLENT

Alors que nous travaillons dans des conditions intolérables, qu'il nous est impossible d'avoir notre repos quand nous le désirons, que notre congé annuel nous est donné en fonction des besoins du service, que nous sommes obligés d'intervenir auprès du malade le plus grave au détriment du moins grave. Alors que nous sommes souvent seuls pour plus de 30 malades, la nuit, voilà que la direction licencie 21 agents auxiliaires.

C'est dire que nous sommes loin de voir s'améliorer nos conditions de travail, d'autant plus que d'autres licenciements sont, semble-t-il, prévus.

Avec 21 agents de moins, le surmenage de viendra la règle, et c'est nous qui demain allons le payer de notre santé.

Et à ce rythme, nous risquons bien d'être toujours à l'hôpital , mais cette fois, sur un lit.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P D'ACCORD POUR LA SEMAINE DE 5 JOURS ?

Les poubelles à ordures ménagères ne sont enlevées ni le samedi, ni le dimanche. En effet, il n'y a pas de manœuvres ces deux jours. Nous travaillons dans toute cette puanteur.

Pour l'administration, il n'y a, semble-t il que 5 jours dans la semaine. Peut-être considère-t elle que les services qui fonctionnent 7 jours sur 7 sont en infraction ? En ce cas, qu elle le dise franchement et nous nous ferons un plaisir de ne pas travailler les samedis et dimanches : nous n'en respirerons que mieux.

SOFROI

LA POUBELLE . . . DEVANT LE BUREAU DE LA DIRECTION.

Pour la nouvelle année, la SOFROI nous faisait un cadeau : un tas d'ordures dégoutantes dans le parking, tout près des vestiaires...

Quand on a fait la réflexion. à un petit chef, il nous a répondu que c'était normal qu' il y ait des déchets. . .

Si c'est normal que nous supportions ces odeurs nauséabondes et ce manque d'hygiène, cela serait aussi normal que cette décharge se retrouve un jour devant la porte des chefs pour qu'ils en profitent un peu.

E.D.F. MARTINIQUE

LE CHOMAGE : UNE PLAIE DE LA SOCIETE CAPITALISTE.

La direction a organisé le 9 janvier un test en vue d'embaucher une sténodactylographe.

Mais la direction a tenu tellement à cacher l'existence de ce concours que cela a paru suspect. Et la rumeur n'a pas hésité à dire qu'elle avait déjà fait son choix.

La raison de cette attitude est le chômage endémique existant dans le pays : publier le test aurait signifié comme cela s'était vu dans le passé, voir des centaines de personnes faire acte de candidature. En fin de compte, la direction a convoqué au dernier moment ceux qui avaient déposé une demande d'emploi dans la spécialité.

Malgré cela, une douzaine de personnes étaient présentes pour un seul poste à pourvoir.

Voilà à quoi le chômage réduit une grande partie de la jeunesse travailleuse de ce pays : à attendre un emploi comme une loterie.

AU STE : C'EST LA CASERNE

Branle-bas de combat lundi matin au service technique. On annonce le déménagement de certains agents et en particulier les contrôleurs de travaux doivent changer de bâtiment et s'installer au rez-de-chaussée du siège social.

La direction n'a pas voulu construire des locaux suffisamment grands pour le service technique il y a deux ans, et aujourd'hui, comme elle doit caser deux nouveaux agents, il lui faut de la place. Nos supérieurs n'ont même pas eu la décence de nous prévenir quelques jours à l'avance.

Pour eux, il est tout à fait normal de nous faire déménager de but en blanc, car ils nous considèrent comme de vulgaires subordonnés. Donc des employés qui sont là pour obéir sans protester.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT - DE - FRANCE CIVIL LE COMBLE : 3 JOURS DE FERMETURE DE LA PHARMACIE DE CIVIL

Souvent, il manque des médicaments à l'hôpital et pour achever ou commencer le traitement d'un malade, le personnel se trouve contraint de se passer les médicaments d'un service à l'autre.

La semaine dernière, c'était le comble, la pharmacie, fermée pour inventaire pendant 3 jours, n'effectuait pas de distribution.

Résultat dans les services : il manque des médicaments. Le médecin remplace tel produit par tel autre ou l'infirmière téléphone au service à côté pour avoir quelques comprimés de ceci.

Par exemple dans un service, pour terminer la réanimation d'une malade, il a fallu que l'aide-soignante passe dans 3 services quémander des glucosés.

Hôpital : service public ? oui, mais dans la bouche des dirigeants.

STANDARDISTES OU HOMMES A TOUT FAIRE

Parce qu'il n'y a pas de service d'accueil, les standardistes de Redoute sont appelés à tout faire, parfois même à accompagner des femmes sur le point d'accoucher.

Ils ont plusieurs fois dénoncé ce fait qui les conduit à remplir plusieurs tâches en plus de celle de standardiste, la direction a promis de se pencher sur ce problème, mais jusqu'ici rien n'a été fait.

LA SOLUTION DE L'ATTACHÉ : NE BOUGEZ PAS.

Au lieu de régler le problème de l'accueil des malades dont sont obligés de s'occuper les standardistes, l'attaché de direction vient de leur adresser une note leur demandant de ne pas se lever de leur poste, comprenez de leur siège, même pour un bref instant.

Et voilà la façon bureaucratique et bornée dont l'attaché de direction prétend résoudre le problème du standard.

ALLO, Mr. L'ATTACHÉ, LA PERMISSION D'ALLER AU CABINET

Maintenant que les téléphonistes sont cloués à leur siège, faudra-t il qu'ils téléphonent à l'Attaché pour demander l'autorisation d'aller faire pipi?

A quand la prochaine note sur ce sujet?

SENEGAL :

LE CHANTRE DE LA NEGRITUDE MITRAILLE DES ELEVES

Un mort, plusieurs blessés, tel est le bilan des manifestations organisées à Ziguinchor (le vendredi 11 janvier), au Sénégal par des étudiants pour protester contre leurs conditions scandaleuses de vie dans les établissements d'enseignement. Les victimes, tous des jeunes, ont été atteintes par les balles tirées par les forces de police. A noter que ce chiffre est celui annoncé par le journal «Le Monde».Il est fort à parier que le nombre des victimes est certainement plus élevé que le chiffre annoncé.

Ainsi, Senghor, le poète, le chantre de la négritude répond par la mitraille aux manifestations de mécontentement des étudiants. Senghor, le «socialiste» africain, l'humaniste. Pour ce «démocrate musclé», ceux qui sont mécontents de son régime pourri, à la solde de l'impérialisme et des profiteurs de tout poil, n'ont droit qu'à la mitraille et à la prison. Par contre les autres, ceux qui vivent de la sueur et du sang du peuple sénégalais ont le droit de profiter des richesses de ce pays. Les manifestants s'en étaient d'ailleurs pris aux résidences de certains personnages officiels du régime.

Et dire que ce beau monde se prétend défenseur de la liberté et de la démocratie !

PRUD'HOMMES : UN TRIBUNAL QUI NE SIEGE PAS !

Les Conseils de Prud'hommes élus le mois dernier viennent d'être constitués et les élus ont prêté serment il y a une semaine , et déjà les premiers problèmes surgissent. C'est ainsi qu'à Fort-de-France, faute de locaux, le conseil attendra son installation pour le mois de juillet.

Cette affaire de manque de locaux prend tout son relief quand l'on sait que le précédent conseil, élu en 1972, n'avait pu se tenir lui non plus faute de locaux. Plus exactement, alors que c'était au «département» de fournir un local, il s'était montré défaillant et les maires de Schœlcher et de Saint-Joseph, grands manitous RPR, avaient refusé de prendre en charge comme ce devait être le cas les frais d'entretien du local fourni par Fort-de-France.

Ces simples difficultés comme celles qu'à connues le Conseil des Prud'hommes de Pointe-à-Pitre, mis dans l'incapacité de fonctionner parce qu'il n'y avait pas d'argent pour acheter des timbres pour la correspondance avec les plaignants, montrent bien en quelle estime on tient cette institution.

Le simple fait que le Conseil de Prud'hommes puisse être favorable aux travailleurs en mettant un frein aux appétits de certains patrons, en les contraignant à respecter les dispositions légales qui seraient favorables aux travailleurs, eh bien, cela est de trop pour les politiciens bourgeois qui représentent les intérêts des capitalistes. D'où leur peu d'empressement à faire fonctionner cet organisme.

LE PROCES DU NAIF

Le 18 janvier doit avoir lieu le procès intenté par le Ministère Public au journal «Le Naïf». Nous ne pouvons faire état des résultats de ce procès, qui ce tient au moment où nous mettons sous presse.

Rappelons qu'à l'origine, il s'agissait d'un procès intenté par les deux gros capitalistes Cotrell et Hayot au militant nationaliste Cabort-Masson et au «Naïf» pour avoir, le premier rédigé, et le second publié, un écrit dans lequel une phrase disait qu'il fallait éliminer les békés. Estimant leur vie en danger, Cotrell et Hayot attaquaient en justice aussitôt suivis par la justice coloniale !

Devant les protestations de nombreuses organisations de gauche, dont notre tendance, Cotrell et Hayot ont reculé et ôté leur plainte. Seule reste celle du Ministère Public, qui en l'occasion s'est fait adjoint des gros capitalistes martiniquais.

Nous protestons bien entendu contre ce nouveau procès colonial et assurons la rédaction du «Naïf» de notre soutien.

INDE : SUCCES ELECTORAL POUR INDIRA GANDHI ,RIEN DE CHANGE POUR LA POPULATION

Trois ans après sa défaite électorale de mars 77, Indira Gandhi revient en force à la tête du gouvernement. Son parti, le Parti du Congrès-I (I étant l'initiale de son prénom) vient en effet de remporter les deux-tiers des sièges au Parlement. Elle se trouve donc à nouveau Premier Ministre et dispose d'une large majorité.

Dans les pays développés comme la France ou l'Angleterre, berceaux du parlementarisme, un changement d'équipe gouvernementale relève du jeu parlementaire et a un aspect dérisoire, parce que bien incapable d'apporter un quelconque changement réel à la situation de la population. Transposé en Inde, c'est-à-dire un pays de plus de 600 millions d'habitants dont la grande majorité vit dans un état de misère atroce, ce même jeu parlementaire, parce qu'il ne concerne en fin de compte que les quelques milliers de privilégiés formant la classe politique indienne, est franchement odieux.

Car que peut bien signifier la défaite électorale du parti Janata, alors au pouvoir et son remplacement par le parti d'Indira Gandhi, pour le paysan indien, écrasé de dettes et soumis à la malnutrition, quand ce n'est pas la famine, ou pour l'ouvrier des villes perpétuellement au bord du chômage. ?

Ces jeux parlementaires au cours desquels les majorités parlementaires se font et se défont se déroulent sur une toile de fond de chômage, de misère, de sous-développement et d'oppression.

Dans ce pays où 80 % des habitants vivent à la campagne, 70 % des paysans cultivent moins de 2 hectares de terre. Par contre, les grands propriétaires, ceux qui possédaient plus de 20 hectares de terre, possédaient 25 % de la superficie totale, alors qu'ils ne constituent que 1 % de la population paysanne.

Les rendements sont très bas et atteignent au total environ 1/4 de ceux des pays développés. En conséquence, la situation matérielle des campagnes est atroce. Que survienne la moindre mauvaise récolte et c'est la nécessité d'emprunter, au taux usuraire de 10 % d'intérêt par mois !

La situation des classes pauvres des villes n'est pas meilleure. Un seul exemple : la ville de Calcutta. Sur 7 millions d'habitants, on compte 1 million de chômeurs. Un million d'habitants , est sans abri et dort dehors sur les trottoirs.

Quoi d'étonnant alors que l'on atteigne un taux de mortalité de 20 %, que la moyenne d'âge soit de 40 ans et que le revenu annuel par habitant ne soit égal qu'au 1/30ème de ce qu'il est pour la France !

Au bout de 11 ans de pouvoir entre 1966 et 1977, Indira Gandhi n'avait fait que perpétuer cet état de misère atroce et devant les difficultés économiques et sociales, elle avait fait preuve d'un autoritarisme croissant : répression de la révolte paysanne du Naxalbari en 1967 qui fit des centaines de morts et où elle jeta en prison des milliers de personnes, répression des grèves ouvrières notamment dans l'état du Bengale Occidental, campagne de stérilisation forcée et,en prime,2 ans d'état de siège dans une atmosphère de corruption et de privilèges, ce fut tout cela le gouvernement de la fille de Nehru.

Le parti Janata, coalition hétéroclite où dominaient grands propriétaires féodaux et traditionnalistes religieux, victorieuse aux élections de 1977 ne pouvait faire différemment. Son impuissance manifeste à régler les énormes problèmes économiques du pays a amené les électeurs à se détourner d'eux et à remettre à nouveau leurs espoirs en Indira Gandhi.

En effet, durant les trois années où le parti Janata est resté au pouvoir, la crise économique a encore aggravé la situation déjà catastrophique de la grande masse de la population qui s'enfonçait de plus en plus dans la misère, le chômage, le dénuement de plus total.

Indira Gandhi a su tirer habilement parti de cette situation pour revenir au pouvoir.

Mais si les électeurs l'ont à nouveau choisie pour diriger les destinées du pays, ils n'ont en réalité rien à attendre d'elle en ce qui concerne l'amélioration de leur sort. Le programme qu'elle présente ne diffère en rien de celui de ses prédécesseurs, si ce n'est qu'il se rapproche davantage de l'Union Soviétique. Mais pas plus que ses prédécesseurs, elle n'a de solution pour remédier aux maux dont souffre le pays. Comme eux, et comme elle-même l'a fait dans le passé, elle continuera à mener la politique de la bourgeoisie indienne, elle continuera à défendre les intérêts des hautes castes, de la poignée de privilégiés qui prospèrent dans ce pays au milieu d'un océan de misère.

Alors la solution aux problèmes de l'Inde ne peut être envisagée que si la population se débarrasse du système capitaliste et de ses représentants, dont Indira Gandhi ,qui la maintiennent dans cet état de misère atroce.

L'impérialisme américain . . .

SUITE DE LA PAGE 1

cain. L'assemblée générale de l'ONU vient de voter en grande majorité - y compris la plupart des pays du Tiers Monde - contre l'intervention soviétique en Afghanistan. L'impérialisme américain sait bien que cette intervention ne menace pas ses intérêts, mais cela fait partie du jeu politique entre les grandes puissances d'exploiter les difficultés que l'une ou l'autre rencontre dans sa propre sphère d'influence.

D'autant que ces évènements se déroulant quelques mois avant les élections américaines, Carter n'est probablement pas mécontent de s'en servir à des fins de politique intérieure. Il cherche à regrouper autour de lui une opinion américaine très sensibilisée par les actes de l'Union l'Union Soviétique.

Mais, en dépit des déclarations et des menaces américaines, toute l'affaire en reste à des manœuvres diplomatiques parfaitement calculées. Et l'Union Soviétique, et l'impérialisme américain sont parfaitement maîtres de leur jeu. Rien ne permet, pour l'instant, de dire qu'un processus de guerre, ni même de remise en cause de la détente soit engagé.

Il est significatif que l'impérialisme américain se soit seulement contenté de tirer partie de l'intervention soviétique sur le plan diplomatique. Il n'a pas contré l'intervention militaire soviétique. On ne peut même pas parler de «crise» comme ce fut le cas à Cuba lors de l'affaire des fusées en 1962.

La politique de l'impérialisme est fondée sur une surveillance et une préparation permanentes pour une agression contre l'Union Soviétique. Celle-ci est en retour «surarmée» pour faire face à une telle menace. Les deux grandes puissances se surveillent mutuellement. L'occasion de guerre ne peut venir donc d'un acte non calculé. Chacun d'eux sait exactement jusqu'où il peut aller. Les soviétiques sont intervenus en Afghanistan sachant bien que, ce faisant, ils ne remettaient pas en cause l'équilibre existant et que les américains le savaient aussi.

Car depuis des années, on peut considérer que l'Afghanistan fait partie pratiquement de la zone d'influence soviétique. Déjà avant l'intervention, il y avait à Kaboul un régime pro-soviétique et des milliers de «conseillers soviétiques» présents dans le pays.

Il est toutefois vrai que si la détente n'est pas remise en cause, celle-ci de même que la politique de «guerre froide» d'après guerre (après 1945) se déroule sur un arrière-fond de bruits de bottes et d'actions militaires qui n'ont pas cessé depuis la fin du dernier conflit mondial. Et chacun a raison de s'inquiéter de voir une action militaire limitée se transformer en guerre généralisée. Mais d'un autre côté il faut bien voir qu'une telle transformation risque plus d'arriver lors d'un évènement que ni l'une, ni l'autre des grandes puissances n'aurait prévu. Evènement qui remettrait en cause l'équilibre entre les deux blocs.

Ce n'est pas la guerre et non plus la fin de la détente, mais il est remarquable que ce soit à l'occasion d'une action militaire soviétique qu'on ait parlé de «guerre mondiale». Alors que lors de multiples interventions des forces impérialistes le même danger n'est pas évoqué Cela montre bien que le danger de guerre mondiale vient bien de l'impérialisme. Cela veut dire qu'on se pose la question de savoir ce qu'il tolérera ou pas de son adversaire soviétique.

Les évènements actuels, se déroulant dans une société malade d'une grave crise économique inquiétent avec juste raison la population. Mais ce qu'il faut en conclure surtout c'est que tant que ce sera l'impérialisme qui aura la haute main économique et militaire sur la planète, un tel danger de guerre existe. Car après tout de détente en guerre froide et de celle-ci à la guerre tout court, cela peut aller très vite. Cela signifie qu'il est toujours urgent de se battre contre un tel système. Il n'est jamais trop tard pour le faire.

GREVE DES EMPLOYES MUNICIPAUX DE FORT-DE-FRANCE

Les employés municipaux de Fort-de-France ont été appelés par le syndicat CGTM à une grève de 24 heures pour le jeudi 17 janvier. Au moment où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore les résultats de cette grève.

Le mouvement des employés municipaux de Fort-de-France montre que les difficultés financières qu'a connues la municipalité l'année dernière sont loin d'être terminées. Ainsi, en a témoigné le récent mouvement des employés de l'Eclairage et de la Signalisation électrique de la ville qui ont fait grève plusieurs jours pour protester entre autres contre les réductions d'horaire, ce qui entraîne une diminution des salaires.

Face à ces difficultés, la municipalité a préféré s'engager dans une voie carrément anti-ouvrière. Après la centaine de licenciements de l'an dernier, le bruit court avec insistance que ce sont 300 personnes qui risquent d'être mises au chômage cette année. C'est d'ailleurs pourquoi le préavis de grève de la CGTM s'affirme contre les licenciements et la réduction du temps de travail, autre mesure prise par la municipalité et qui se traduit par une baisse des salaires.

Le PPM qui dirige la municipalité a déjà répliqué que la cause de ses difficultés réside avant tout dans le manque de crédits accordés par l'état aux communes ; ces crédits sont d'autant plus faibles que l'on se trouve en période d'austérité et que l'état veut faire des économies à tous les niveaux.

Mais précisément, pourquoi faut-il que ce soient encore une fois les travailleurs qui paient ces mesures d'austérité ? Pourquoi devraient-ils se résigner à perdre leur gagne-pain ou à subir des baisses de salaires, quand c'est l'état qui est défaillant ?

A plusieurs reprises les deux syndicats de l'entreprise, la CGTM et la CSTM qui est majoritaire ont demandé à la municipalité de s'en prendre à l'état colonial afin d'exiger des subventions ou des prêts supplémentaires. La municipalité PPM a jugé ces propositions «irréalistes» et a préféré se retourner contre les employés municipaux.

Ce faisant, le PPM fait le jeu du colonialisme qui n'est pas fâché de voir une organisation qui se dit anticolonialiste s'attaquer aux travailleurs.

JEAN JOSEPH ET MOUSTACHE

SUITE DE LA PAGE 1

dupes et faire preuve des principes élémentaires de dignité qui font défaut à Moustache et Jean-Joseph. Ainsi, l'équipe de rugby du Robert a publié un communiqué dans lequel elle dit ne pas cautionner ce voyage. Quant à la Gauloise de Trinité, la meilleure équipe de rugby de Martinique, elle a décidé de boycotter les championnats en retirant toutes ses équipes des compétitions en cours.

J. BRUEL

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728